



# ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

## Soutien aux jardinerie face aux contraintes économiques et fiscales

Question écrite n° 7499

### Texte de la question

Mme Christelle Petex appelle l'attention de Mme la ministre de la transition écologique, de la biodiversité, de la forêt, de la mer et de la pêche sur les difficultés rencontrées par les jardinerie et animalerie engagées dans la transition énergétique. À la suite d'alertes exprimées par les professionnels du secteur dans le cadre de la loi APER plusieurs freins à une transition énergétique durable du secteur ont été identifiés. En effet, plusieurs groupes ont investi plusieurs millions d'euros dans l'installation de panneaux photovoltaïques adaptés à leurs besoins. Toutefois, les exigences issues de la loi APER risquent de les contraindre à des installations supplémentaires coûteuses et inadaptées à leur modèle économique. De plus, la réglementation actuelle empêche la coexistence entre végétation et équipements photovoltaïques sur certains sites, ce qui pourrait entraîner l'abattage d'arbres et la disparition d'espaces verts, pourtant au cœur de leur identité environnementale. À ces contraintes s'ajoute une fiscalité pénalisante : depuis 2017, les espaces commerciaux extérieurs non couverts, tels que les pépinières, sont considérés fiscalement comme des surfaces principales (P1) et taxés comme des bâtiments, malgré leur faible rentabilité et leur exposition aux aléas climatiques. Avant cette réforme, ces espaces bénéficiaient d'une pondération dégressive plus adaptée. Le secteur des jardinerie représente seulement 4 % des surfaces commerciales nationales et 0,2 % du chiffre d'affaires global. La Fédération demande l'introduction d'une pondération plus équitable, soit 0,2 pour les espaces commerciaux extérieurs non couverts (catégorie P3) et 0,5 pour les espaces commerciaux extérieurs couverts, conformément à l'article 324 Z de l'annexe III du code général des impôts. Compte tenu de l'importance de ce secteur pour la végétalisation du territoire, elle souhaite connaître les mesures que le Gouvernement entend prendre pour répondre aux contraintes économiques, fiscales et réglementaires qui pèsent sur les jardinerie et animalerie, tout en soutenant leur engagement dans la transition énergétique.

### Données clés

**Auteur :** [Mme Christelle Petex](#)

**Circonscription :** Haute-Savoie (3<sup>e</sup> circonscription) - Droite Républicaine

**Type de question :** Question écrite

**Numéro de la question :** 7499

**Rubrique :** Commerce et artisanat

**Ministère interrogé :** [Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche](#)

**Ministère attributaire :** [Transition écologique, biodiversité, forêt, mer et pêche](#)

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [17 juin 2025](#), page 5090